



Le 22 mars Journée Mondiale de l'Eau

Bien commun, l'eau n'est pas une marchandise

Depuis 1993, suite à une décision de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 22 mars de chaque année a été déclaré Journée Mondiale de l'Eau.

En Juillet 2010, l'accès à l'eau pour tous a été reconnu comme un droit humain fondamental, ce qui a constitué une consécration historique pour les luttes menées depuis des années par les mouvements sociaux, les citoyens, les peuples autochtones, les élus, à travers le monde.

Dans ces conditions, l'eau, bien commun universellement partagé, ne doit pas être considérée comme une marchandise ou un service marchand et ne peut donc faire l'objet d'un quelconque profit. Le droit à un minimum d'eau de bonne qualité est un droit fondamental et universel, quel que soit son pays ou ses moyens. La préservation de la ressource en eau est essentielle pour l'humanité.

Une nouvelle étape s'ouvre à présent : celle de la reconnaissance de l'eau comme bien commun, source de vie. Le droit à l'eau et à l'assainissement doit devenir contraignant et effectif. Car dans la réalité, la situation est différente : plus d'un milliard d'êtres humains dans le monde ne disposent pas encore d'un approvisionnement minimum en eau de bonne qualité. Et dans beaucoup de pays, l'eau est considérée comme une marchandise, pour le profit des multinationales dont les plus importantes sont françaises : Veolia et Suez.

Le Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra en mars 2012 à Marseille est soutenu par ces sociétés multinationales, et derrière les affirmations humanitaires qui sont d'ores et déjà affichées, il s'agit en fait d'un grand marché de l'eau, organisé pour permettre à ces entreprises et à d'autres de conclure des contrats profitables.

Face à cette perspective, de nombreuses organisations nationales et internationales - dont notre coordination « Eau Bien Commun » -, ont décidé de réaliser **à Marseille un Forum Alternatif Mondial de l'Eau du 12 au 18 mars 2012.**

Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau (**FAME**) offrira une plate-forme d'expression et de convergence de l'ensemble des luttes, des expériences et des réalisations menées dans la perspective d'un droit effectif à l'eau et à l'assainissement, garanti par une gestion publique et participative, démocratique et transparente, sociale et écologique. De cette expression devront sortir des lignes d'actions pour l'avenir, à tous les niveaux d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de l'eau et de l'assainissement.

Aujourd'hui, 22 mars 2011, à 18 heures, à la Maison de la Région, 61 La Canebière, 13001 Marseille
Projection suivie d'un débat du film « **Eau, service public à vendre** »
